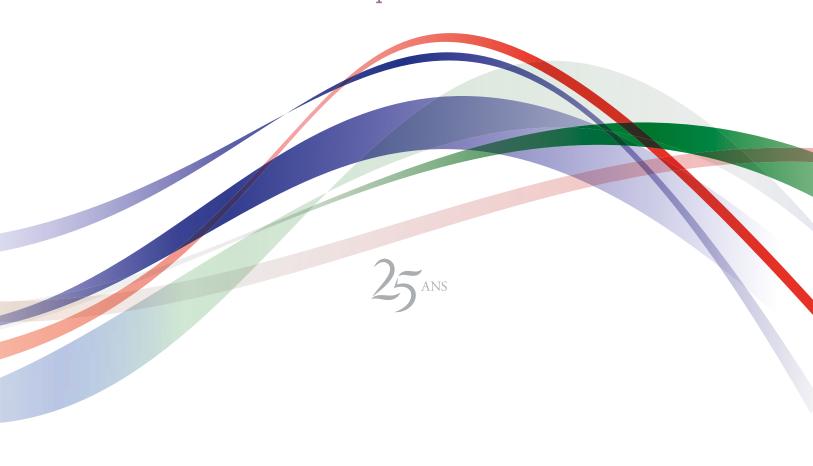
Les 25 ans de l'OMC

Une rétrospective en photos





Introduction

25 ans de défis, de réussites et de persévérance

À l'échelle de l'histoire, 25 ans ne représentent qu'un instant.

Cependant, un quart de siècle dans la vie d'une organisation telle que l'Organisation mondiale du commerce suffit pour permettre d'évaluer, d'un point de vue tout à fait objectif ses incidences sur ses 164 gouvernements Membres et sur la vie des citoyens qu'ils représentent. Cette évaluation rétrospective doit également tenir compte du fait que l'OMC, bien qu'elle n'ait que 25 ans, bénéficie d'une expérience bien plus ancienne en matière de définition des politiques économiques car son prédécesseur, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, était opérationnel depuis 1948.

L'OMC est une organisation qui a enregistré des succès mais qui, par ailleurs, n'a pas réussi à atteindre ses objectifs dans certains domaines. Elle s'est révélée être une entité dynamique et résiliente, où les Membres et le Secrétariat, lorsqu'ils essuient de graves échecs, se relèvent pour réitérer leurs efforts.

Au début, la perspective de l'existence d'une organisation (que le GATT n'était pas du point de vue technique) où des négociations seraient menées en permanence. où les politiques commerciales seraient évaluées après mûre réflexion et où les différends pourraient être réglés de manière efficace avait suscité un grand enthousiasme. Le processus lourd et fastidieux consistant à mener des «cycles» de négociations commerciales serait remplacé par des négociations perpétuelles permettant aux Membres d'ajuster avec célérité les politiques et de s'adapter à l'évolution rapide du paysage commercial. Pour faire avancer les gouvernements sur leur voie, les négociateurs qui ont conclu le Cycle d'Uruguay en 1994 ont même prévu un «programme incorporé» qui, en 2000, aurait dû donner le coup d'envoi de négociations dans les domaines de l'agriculture et des services.

Les choses ne se sont pas passées exactement comme prévu. Le succès de la Conférence ministérielle de Singapour en 1996 a ouvert la voie à la conclusion de trois accords importants dans les domaines des produits des technologies de l'information, des télécommunications et des services financiers. Des différends qui traînaient depuis des années ont été réglés dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC, rapidement baptisé «fleuron» de l'Organisation. Les rapports d'examen des politiques commerciales ont été considérés comme des outils essentiels permettant de mieux comprendre la structure du régime commercial d'une nation.

En 1998, certaines des personnalités les plus célèbres du XX° siècle – Nelson Mandela, Fidel Castro, Bill Clinton et Tony Blair, entre autres – se sont rendues à Genève pour assister à la deuxième Conférence ministérielle, qui a célébré le 50° anniversaire du système commercial multilatéral.

L'OMC, semblait-il, avait le vent en poupe.

Cependant, l'architecture avait des fissures qui ont rapidement commencé à apparaître. Le programme incorporé échoua, les délégations craignant qu'un nouveau cycle de négociations sur l'agriculture présente un danger politique. La crise financière asiatique de 1997 avait soulevé de très nombreuses questions, s'agissant de savoir si les Accords commerciaux de l'OMC pourraient empiéter sur le droit des gouvernements à réglementer.

La célébration de l'anniversaire de l'OMC en 1998 a révélé que tout le monde ne considérait pas avec optimisme une organisation qui était, aux yeux de beaucoup, l'agent principal de la mondialisation.

Dès le tout début, l'OMC avait fait l'objet de controverses et certains journalistes, universitaires et membres de la société civile craignaient qu'elle ne devienne un organisme doté d'une hégémonie absolue, qui s'immiscerait dans la vie de presque tout le monde.

Ces craintes se sont traduites par des émeutes à Genève qui ont terni la deuxième Conférence ministérielle.

Ces émeutes en ont choqué beaucoup mais n'étaient que les prémisses de ce qui allait se produire ultérieurement.

S'il y a un événement qui a caractérisé le mouvement antimondialisation de la fin du XX° siècle, c'est fort probablement la Conférence ministérielle de Seattle tenue en 1999, événement surréaliste au cours duquel, selon l'ancien Directeur général Mike Moore, «les végétariens ont défilé bras dessus, bras dessous avec les producteurs de bœuf» pour s'opposer à la mondialisation et à l'OMC. La réunion fut chaotique et un échec sur le fond.

Toutefois, les répercussions de Seattle ont par ailleurs obligé l'Organisation à évoluer et à devenir plus transparente et plus ouverte aux parties prenantes. Les secousses de l'après-Seattle ont fait disparaître tous les réseaux qui pouvaient subsister de l'époque du GATT et montré clairement que, si les fondements de l'OMC pouvaient être le droit et l'économie, cette organisation était bien plus politique que le GATT ne l'avait jamais été.

Le processus de négociations étant au point mort, les délégations sont revenues à la méthode dite du «Big Bang» consistant en des cycles de négociations vastes et complexes. La première tentative de lancer un cycle a fait naufrage dans le Puget Sound lors de la Conférence ministérielle de Seattle. Toutefois, l'OMC a fait preuve de sa résilience en 2001.

Après les attentats abominables de New York et Washington, les ministres des Membres de l'OMC sont convenus de se réunir à Doha – la plupart des autres organisations ayant annulé leurs réunions – et c'est là qu'ils sont convenus de lancer le Programme de Doha pour le développement. Ces négociations en ont ensuite décu beaucoup mais elles ont cependant abouti à des résultats importants, y compris l'amendement de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, pour améliorer l'accès aux médicaments essentiels, la conclusion de l'Accord sur la facilitation des échanges et la fourniture d'une plate-forme pour de futures réformes dans le domaine de l'agriculture et des disciplines concernant les subventions à la pêche.

Les efforts intensifs menés pour conclure le Cycle en 2006 et 2008 ont échoué et les négociations à l'OMC ont cessé, pour l'essentiel, pendant cinq ans, la conjoncture économique mondiale devenant la plus précaire depuis la Grande Dépression.

Dans un contexte de succès limité des négociations, le système de règlement des différends a soudain acquis une importance de premier plan. Neuf ans seulement après avoir commencé à fonctionner. il avait déjà été saisi d'un plus grand nombre d'affaires (300) que pendant les 47 années d'histoire du GATT. Le système fonctionnait bien mais certains craignaient qu'il ne fonctionne trop bien. Comme les négociations perdaient de leur importance, certains ont cru que les Membres cherchaient à modifier les règles par le contentieux au lieu de la négociation. D'autres ont dit que le puissant système de règlement des différends faisait craindre à certains Membres de conclure de nouveaux accords car ils appréhendaient d'être traînés devant une juridiction par d'autres Membres disposant de ressources bien plus importantes.

D'une certaine manière, l'OMC a été victime à la fois de son propre succès et d'une période défavorable. Le succès impressionnant des premières négociations et l'efficacité du système de règlement des différends ont éveillé de grandes aspirations dans certains milieux, puis ont finalement suscité un rejet. Des événements d'une importance considérable, tels que la crise asiatique, le 11 septembre, la grande récession, des tensions commerciales très fortes et, enfin, la pandémie de COVID-19, ont créé des conditions dans lesquelles le succès serait toujours difficile à obtenir.

Cependant, l'OMC a affiché, malgré cette situation difficile, des réussites notables ces dernières années: l'Accord sur la facilitation des échanges, l'élimination de toutes les formes de subventions à l'agriculture et l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information à 201 produits correspondant à des exportations annuelles d'une valeur de 1300 milliards d'USD. Réagissant à la crise financière de 2008, l'OMC a également commencé à effectuer le suivi des mesures commerciales prises par les gouvernements pour évaluer leurs réponses apportées dans ce domaine. Cette activité de suivi s'est développée en 2020 afin d'évaluer les mesures commerciales prises par les gouvernements en réponse à la pandémie de COVID-19.

Les travaux des comités permanents de l'OMC, dont l'excellence a été constante, ont accru la transparence de l'environnement commercial. Des centaines de programmes d'assistance technique ont développé la capacité des négociateurs des pays en développement à participer au système commercial mondial. Des activités de sensibilisation telles que le Forum public ont servi à rendre l'OMC plus inclusive en suscitant le dialogue entre la société civile et les milieux économiques.

Les délégations auprès de l'OMC ont commencé à explorer de nouvelles méthodes de travail, recourant aux nouvelles technologies et à des approches différentes des négociations. De nouvelles questions, concernant l'environnement, l'autonomisation économique des femmes et les petites entreprises, ont pris de l'importance, même si les questions anciennes restent au centre de l'ordre du jour.

Au cours de ce quart de siècle, l'OMC a enregistré des succès et essuyé des revers. Elle a dû faire face à des critiques – certaines étaient justes, d'autres moins. Toutefois, l'engagement des délégués et du personnel du Secrétariat, qui ont fait preuve de dévouement et de détermination, a été constant durant ces années agitées.

Les images figurant dans la présente publication rendent compte, en partie, de cet engagement et reflètent l'importance que nous attachons tous aux travaux de l'OMC. Cela explique peut-être que le nombre de Membres de l'Organisation ait augmenté de plus de 30 % depuis 1995. On a assisté, ces 25 dernières années, à une succession effrénée d'événements et de transformations que personne n'aurait pu prévoir, y compris la pandémie mondiale la plus grave que nous ayons connue en un siècle. Personne ne peut prédire ce que les 25 prochaines années nous apporteront, mais il semble irréfutable que, quels que soient les défis de l'avenir, nous aurons beaucoup plus de chances de les relever si nous le faisons collectivement.